

La Banque qui sait

Éléments pour une analyse des stratégies de domination cognitive de la Banque mondiale

Thibault Le Texier
Doctorant
Forum de Delphes

Les discours se forment et se diffusent toujours au sein d'un « marché linguistique » où prospèrent monopoles et monologues. Détenant le contrôle des valeurs, des changes et de l'inflation, ils orientent par avance la production linguistique.

Nous postulons que c'est la grammaire de la Banque mondiale qui, dans le champ du développement, exerce un tel monopole. C'est donc en tant que banque de savoir et banque de discours, organe de connaissance et de reconnaissance, détenteur du pouvoir symbolique de production d'une vision du monde, que nous analyserons ici la Banque mondiale, nous intéressant moins à l'apparat rhétorique de documents et des rapports émis par la Banque¹ qu'à ses stratégies de domination cognitive et symbolique.

Au commencement était le Verbe, et le Verbe était avec Dieu, et le Verbe était Dieu²

À l'origine, c'est-à-dire au sortir de la seconde guerre mondiale, au moment où le développement émerge comme question à part entière, ce fut l'ONU qui reçut pour tâche à la fois de mener à bien une réflexion globale sur les politiques macro-économiques et de « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire³ ». L'institution fut rapidement dépossédée du volet économique de ces responsabilités par les États dominants l'échiquier international, qui confièrent leur monopole tout wébérien de la pensée sociale claire dans ce domaine à des institutions sur lesquelles ils avaient pleinement la main, à savoir la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI ne disposant pas d'un corps de doctrines très étendu en raison même de son mandat, c'est la Banque mondiale qui va acquérir le quasi-monopole de la pensée institutionnelle dans le champ de l'économie du développement.

Reposant sur une acception intuitive et implicite de la notion de développement, la Banque mondiale reprend dans les grandes lignes le schéma mécaniste de Walt Whitman Rostow tout en laissant à penser que le développement serait une sorte de lointain continent conceptuel encore à découvrir⁴. Le flou de cette notion lui permettant à la fois de garder dans l'ombre son mandat initial de sauvegarde des intérêts économiques et financiers des pays les plus riches et de se poser pour la photo aux côtés des ONG.

Auto-proclamée centre d'analyse et de réflexion en même temps qu'organe de diffusion de connaissances sur et pour le développement, elle comprend dès sa création un laboratoire de recherche sur l'économie des pays sous-développés et inaugure en 1949 un large programme de formation. C'est au moyen de son *Policy, Research and External Affairs Complex* (auquel elle alloue en 1990 les quatre cinquièmes de son budget de recherche) que la Banque renforcera par la suite son hégémonie en la matière jusqu'au monopole.

Cette politique n'est en rien souterraine. En 2000 par exemple, son président James D. Wolfensohn, qui a beaucoup poussé en ce sens, assure à ses administrateurs que « l'institution a pris des mesures importantes pour s'imposer comme une "banque du savoir" » :

Nos 50 ans d'expérience en matière de développement, dans différents pays et secteurs, nous ont permis d'accumuler une masse de connaissances que nous continuons d'enrichir quotidiennement. Grâce à notre envergure mondiale et aux bureaux dont nous disposons un peu partout dans le monde, nous avons tissé un réseau sans équivalent qui, en cette ère de communications, connaît une croissance accélérée, nous rapproche de nos clients et nous aide à diffuser les connaissances indispensables à l'inclusion et au progrès.⁵

On retrouve ici en filigrane les différentes stratégies mises en place par la Banque pour s'assurer un hégémonie cognitive et symbolique dans le champ du développement : récupération, capitalisation, centralisation, production, codification, catégorisation, formalisation, représentation, objectivation et diffusion.

Nous reprendrons rapidement pour les déconstruire ces dispositifs et tenterons de montrer comment ils contribuent à produire des effets d'autorité, de reconnaissance, d'assujettissement et de domination, imposant une

vérité officielle selon des logiques qui ne sont pas sans rappeler celles de l'idéologie.

Récupérer, centraliser, produire et diffuser

La Banque n'a bien entendu pas le monopole de la production des savoirs sur le développement ni de leur diffusion, et elle est loin de produire tout ce qu'elle diffuse. Si elle prospère en marge des cercles de réflexion universitaires, elle est approvisionnée par les instituts de statistiques nationaux et régionaux et récupère également l'expertise développée par les *think tanks* de tous bords, les institutions publiques et les ONG (organisations non gouvernementales). Après tout, en tant que Banque du savoir, n'est-il pas naturel qu'elle augmente son capital en investissant les actions cotées sur le marché de la connaissance ?

La Banque a également mis en place dès ses débuts un important échange d'informations avec les Nations unies à travers un comité de liaison institutionnalisé en 1961⁶. Elle s'inspirera en ce sens de l'une des figures de prou du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), Amartya Sen, lorsqu'elle redéfinira sa mission de « promotion du développement » dans les termes de la « lutte contre la pauvreté ».

Ces récupérations opèrent à double sens, l'objectif de la Banque étant bien entendu de voir son discours récupéré à son tour, que ce soit pour le louer ou le dénoncer. Car il ne s'agit pas tant d'une lutte pour le monopole de parole que pour celui du savoir. Si l'on prend l'exemple du thème de la « gouvernance », on constate une (ré)apparition du terme à la fin des années 70 dans des publications relativement intimes d'économie politique internationale. Passant alors presque inaperçu, il sera repris avec fracas à la fin des années 80 par la Banque mondiale et popularisé sous sa forme customisée de « bonne gouvernance ». Ce n'est qu'à la suite de cette reprise que le champ du développement – et celui des sciences politiques – vont s'empresser d'adopter la notion.

Dotée d'un important département de recherche, majoritairement constitué d'économistes, la Banque finance également des bourses de recherche, des concours et des subventions. Les savoirs qu'elle produit prennent la forme de données, *working papers* et autres documents d'analyse dont ses annuels *Rapports sur le développement dans le monde* constituent à la fois le parangon et l'achèvement. Publiés depuis 1978, écrits dans un style accessible, joliment illustrés, ces rapports constituent une lignée, instituent un rituel et mettent en place une grammaire et un système ; bref, ils accumulent et imposent un capital symbolique.

S'ils ne sont jamais l'occasion pour la Banque de faire son autocritique ni l'autoévaluation des projets qu'elle soutient, ils constituent bien un important outil d'autopromotion, d'auto-justification et de diffusion de ses conceptions (en 150.000 exemplaires pour les dernières éditions)⁸.

Sur ce dernier point, la Banque s'est dotée très vite d'une « Politique de diffusion de l'information » qui consiste à informer le public, y compris les enfants⁹, des activités de l'institution au moyen de Centres d'information du public et plus récemment d'Internet. La Banque organise également des séminaires et des programmes de formation pour des publics de plus en plus nombreux et de plus en plus diversifiés (parlementaires, journalistes, éducateurs, acteurs associatifs et syndicaux, chefs d'entreprise et fonctionnaires issus majoritairement des pays pauvres).

Aussi paradoxal que cela paraisse, la Banque ne manque jamais une occasion de louer sa propre transparence bien que la documentation sur ses réformes de politiques économiques ne soit pas du domaine public et qu'elle maintienne par exemple le secret sur les conditions des ajustements structurels quand bien même les prêts ont été approuvés. Tout aussi paradoxalement, elle refuse de diffuser certaines des Stratégies d'aide aux pays tout en appelant de ses vœux la participation de la « société civile » à ces programmes. Elle ne publie par ailleurs que depuis avril 2005 les comptes-rendus des réunions de son Conseil d'administration.

Objectiver, codifier, catégoriser

Les résultats de recherche de la Banque mondiale sont régulièrement remis en question par le monde associatif autant que par le milieu univer-

sitaire. On connaît la difficulté de travailler sur des objets aux contours imprécis : l'évaluation de la pauvreté, par exemple, peut-elle être objective sans être arbitraire, subjective sans être inutilisable ? Ces difficultés ne doivent pas masquer le biais dogmatique des rapports publiés par l'institution, qui l'amène à censurer les résultats contredisant ses 10 commandements, à formuler des solutions non en fonction des problèmes mais des intérêts de ses actionnaires et à refuser toute évaluation indépendante de ses activités.

Frappante est à cet égard la manière dont la Banque s'est récemment servie d'une consultation de quelques 40.000 « pauvres » pour justifier la pertinence de ses choix stratégiques¹⁰ et « universaliser son intérêt particulier », pour reprendre le mot de Marx.

Dès leur origine, les discours technicistes du FMI et de la Banque mondiale se sont assis de tout le poids de leur scientificité économique et de leurs modèles sur la complexité des réalités sociopolitiques. Cet économisme aux apparences rationalistes a balayé sans autre forme de débat les alternatives à ses modèles uniques, modèles régulièrement illustrés par quelques bons élèves mis en scène dans des sortes de *success stories* macroéconomiques.

Un processus de codification et de formalisation est à l'œuvre à travers de tels discours-programmes dont la conséquence est de simplifier pour les rendre modélisables et communicables des réalités sociales complexes. Car ce discours produit bien des classes, trace des frontières, quitte à ignorer les populations et les pays qui ne trouvent pas leur place dans les catégories ainsi constituées.

L'enjeu va au-delà de la simple catégorisation. La formalisation permet en effet de conférer aux pratiques une constance qui assure leur prévisibilité. En déterminant les problèmes à partir desquels s'interrogeront les chercheurs elle induit la forme que prendra l'action des praticiens, action sur laquelle réfléchiront à nouveaux frais les chercheurs, réflexion qui servira de prémisse à de nouvelles actions... et ainsi de suite à l'infini. Ce type de discours auto-réalisateur ayant l'intérêt de se légitimer *a posteriori* en engendrant des actions conformes aux normes déclarées.

Assujettir et dire le vrai

On en vient à douter. A travers un tel dispositif de quadrillage en règles des économies du Sud – que semble d'ailleurs illustrer son logo –, la Banque semble moins vouloir éradiquer la pauvreté que la rendre gérable. Agissant de fait comme une formidable machine à produire une vulgate, un vocabulaire, un lexique, en deux mots : une véritable grammaire.

Une grammaire est en effet une œuvre de clarification, d'organisation, d'évacuation de ce que le concret peut avoir de complexe et d'indéterminé et de production des vérités absolues, des normes, des lois et des dogmes. Et la vérité est la question fondamentale du pouvoir, celui-ci s'exprimant moins par la tromperie et le mensonge que par l'imposition d'une vérité.

Derrière la rhétorique ronflante et ennuyeuse de ses rapports, ce qui se cache, où plutôt ce qui se révèle, c'est un système de représentations et de vérités qui s'imposent à l'individu jusque dans son corps même. En posant les façons de percevoir, les catégories d'analyse, les questionnements et la formulation des problématiques générales, le discours de la Banque mondiale exerce une influence en lui-même : il est performatif et référentiel. Performatif au sens où il fait être ce dont il parle. Référentiel parce qu'il produit un discours dominant censé dire la vérité sur le monde et imposer ses normes.

Les concepts (re)mis au point et au goût du jour par la Banque mondiale ont ainsi pour vocation à devenir des mots d'ordre. Auteur-acteur¹¹, la Banque mondiale exerce son pouvoir symbolique autant sur les « pauvres » que sur les ONG de développement, et ce principalement sur le mode de la méconnaissance. Tout en critiquant la Banque mondiale, les ONG suivent, dans leur majorité, les lignes de force tracées par celle-ci. Certes elles ont commencé de développer une véritable expertise sur le développement à la fin des années 70, mais ce fut alors plus une contre-expertise qu'une véritable alternative, quand ces organisations ne se contentèrent pas du second rôle de thermomètre local. Si l'on reprend l'exemple de la « gouvernance », l'enjeu pour la Banque n'est pas de voir son discours adopté ou repris comme un patenôtre par l'ensemble de la communauté des ONG (ce qui serait bien utopique de sa part), mais d'imposer un thème fonctionnant dans un réseau conceptuel dont elle détermine la configuration. Et le fait qu'une large part du champ du développement se soit ainsi emparé de la notion de « gouvernance » pour en faire un cheval de bataille plutôt qu'un moulin à vent montre que le pouvoir symbolique de la Banque mondiale a fonctionné à plein.

Si la Banque mondiale prétend au monopole du sens commun concernant les questions de développement, c'est donc à cet endroit précis où l'expression « le savoir c'est le pouvoir » prend son sens le plus plein et où la domination est moins du type rationnel que du type traditionnel. Ainsi, le

discours du développement sur la pauvreté – ou plutôt du *développant* sur le *développé* – est largement assujettissant en ce sens que ses objets finissent par s'inscrire dans les cadres qui leur sont réservés au sein de ce discours et plus largement au sein des politiques qui en découlent. Et la Banque mondiale produit de fait un discours plus proche d'une idéologie d'Etat que d'une organisation en concurrence avec d'autres.

Cette prise de possession du sens commun par la Banque mondiale s'inscrit dans le cadre plus large de l'envahissement du langage par l'économie et des formes du penser par le libéralisme. Mais c'est une autre histoire.

Notes

- 1 Ce travail ayant été fait et refait avec talent. Voir par exemple les travaux de l'IUED (Institut universitaire d'études du développement), et en particulier l'ouvrage collectif coordonné par Gibert Rist, *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, Coll. Les cahiers de l'IUED, 2002
- 2 Jean, 1 : 1
- 3 Charte des Nations unies, Art. 60 et Art.3, document consultable à l'adresse <<http://www.un.org/french/aboutun/charter.htm>>
- 4 Au cours des années 1960-70, Rostow reprend les principes de l'évolutionnisme social pour les appliquer au développement des économies, théorisant une croissance naturelle vers le développement suivant une succession linéaire d'étapes (tradition, transition, décollage, maturité) que les sociétés doivent franchir unes à unes pour atteindre l'ère de l'industrie, de la consommation et du bonheur de masse.
- 5 BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, « Message du président du conseil des administrateurs », James D. Wolfensohn <<http://www.worldbank.org/html/extpb/annrep2000/pdf/zfrenchbintroc.pdf>>, consulté le 22.03.03, *Ibid*, p.5
- 6 Il ne fonctionne soit dit en passant souvent qu'à sens unique, la Banque pratiquant très volontiers la rétention d'information
- 7 Et M. Sen, en même temps qu'il recevra son prix Nobel, passera sur le détournement des notions de « capital social » et de « développement humain » pour accepter d'être présenté comme la Pythie intellectuelle de cette nouvelle politique de la Banque. (Cf. SEN Amartya, *L'économie, une science morale*, Paris, Ed. la Découverte, 1999)
- 8 HILDYARD Nicholas, "The World Bank and the State: a Recipe for Change?", Bretton Woods Project, December 1997, <<http://www.aidc.org.za/?q=book/view/127>>
- 9 Cf. <<http://youthink.worldbank.org/>>
- 10 Lancé pour préparer le *Rapport sur le développement 2000/2001*, *Voices of the Poor* compile une analyse de témoignages recueillis auprès de 40.000 « pauvres » lors d'évaluation, de rapports de mission et d'analyses de cas. Cf. <<http://www1.worldbank.org/prem/poverty/voices/>>
- 11 Le mot latin d'acteur, *actor*, vient par confusion de *auctor*, « qui agit », « qui parle », « qui produit ».

A G E N D A

Colloque organisé par le collectif

« Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans »

Le collectif « Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans » à l'initiative de la pétition qui dénonce les recommandations du rapport d'expertise de l'Inserm sur « le trouble des conduites » et son instrumentalisation politique dans le projet de prévention contre la délinquance, organise le 17 juin 2006, un colloque, à la Maison des cultures du Monde, 101 Bd Raspail 75006 Paris (métro: Notre Dame des Champs ou Saint Placide). Cette rencontre, ouverte à tous, a pour objectif de mettre en débat aussi bien l'approche scientifique du rapport que ses conséquences sociétales. La place de la science, l'éthique qui doit accompagner toute recherche, l'idéologie sécuritaire, les pratiques de soin et de prévention ainsi que l'éducation y seront largement abordées. Professionnels de terrain, enseignants et chercheurs, représentants d'association de parents et de défense des droits de l'homme feront part de leur expérience, de leurs interrogations, inquiétudes et espoirs dans le champ de l'éducation, de la prévention et du soin au service de la petite enfance. Un chercheur canadien, professeur à l'école du travail social au Canada témoignera de la situation au Québec et des dérives sécuritaires des politiques de prévention.

Le programme complet et le bulletin d'inscription sont accessibles sur le site : <www.pasde0deconduite.ras.eu.org>